

LA CLEF
Association Loi de 1901
46, rue de MAREIL
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

SAS LOHIER AUDIT
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie régionale de Versailles

20, Avenue Louise
95230 Soisy sous Montmorency

LA CLEF
Association Loi de 1901
46, rue de MAREIL
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale des adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de :

LA CLEF
Association Loi de 1901
46, rue de MAREIL
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

Relatifs à l'exercice clos le 31 aout 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association LA CLEF à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1/09/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté notamment :

- sur la formation des revenus et notamment le lien entre les revenus des activités et les cotisations comptabilisées à travers les différentes applications informatiques.
- sur les procédures de contrôle interne et le principe de séparation des fonctions.
- sur la prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions, et les charges,
- sur la justification des principaux postes du bilan.
- et sur la conformité de la présentation des comptes à l'arrêté ministériel ANC 2018-06, et notamment la présentation de l'annexe des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent

d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société¹ à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 janvier 2026
H. LOHIER, Commissaire aux comptes



ACTIF

	31/08/2025			31/08/2024
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ	787 341	718 275	69 065	55 838
Immobilisations incorporelles	9 990	3 328	6 662	-
Concessions, brevets, licences	9 990	3 328	6 662	-
Immobilisations corporelles	777 350	714 947	62 403	55 838
Installations techniques, matériel,	27 921	17 872	10 048	11 720
Autres immobilisations corporelles	749 430	697 075	52 355	44 118
Immobilisations financières	35 892	9 199	26 693	41 693
Autres participations	1 000	-	1 000	1 000
Prêt Procilia	34 892	9 199	25 693	40 693
Autres prêts	-	-	-	-
TOTAL I	823 233	727 474	95 759	97 531
ACTIF CIRCULANT				
Créances	70 606	-	70 607	222 878
Créances Adhérents	-	-	-	-
Clients divers	7 146	-	7 146	16 177
TVA déductible	7 481	-	7 481	4 065
Crédit de TVA	5 973	-	5 973	3 042
Autres créances	50 006	-	50 006	196 954
Produits à recevoir	-	-	-	2 640
Valeurs mobilières de placement	842 235	-	842 235	789 178
Disponibilités	814 233	-	814 233	747 236
Charges constatées d'avance	28 002	-	28 002	41 942
TOTAL II	912 841	-	912 842	1 012 056
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	1 736 074	727 474	1 008 600	1 109 587

PASSIF

	31/08/2025	31/08/2024
FONDS PROPRES		
Report à nouveau	32 613	34 997
Résultat de l'exercice	- 43 561	- 2 384
Subvention investissement	55 505	4 868
TOTAL I	44 557	37 481
PROVISIONS		
Provisions pour risques	192 187	240 167
Provisions pour charges	-	-
TOTAL II	192 187	240 167
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes ratta	21 296	27 443
Dettes fiscales et sociales	151 758	170 069
Autres dettes (pré-inscriptions)	469 928	513 133
Produits constatés d'avance	128 875	121 294
TOTAL III	771 857	831 939
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	1 008 600	1 109 587

HL

	31/08/2025	31/08/2024
PRODUIT D'EXPLOITATION		
COTISATIONS		
Adhésions	44 840	45 440
Cotisations d'activités	1 128 079	1 190 798
Produits des activités annexes	313 488	336 377
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		
Subventions d'exploitation	942 690	941 384
Quote-part subvention investisse	1 363	1 363
Aide à l'emploi	15 996	24 998
REPRISE SUR AMORTISSEMENT, DÉPRÉCIATION, PROVISION	240 167	259 582
AUTRES PRODUITS	8 782	154
TOTAL I	2 695 405	2 800 097
CHARGES D'EXPLOITATION		
AUTRES APPROVISIONNEMENTS	307 903	346 748
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	205 823	206 771
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	150 786	142 129
SALAIRES, TRAITEMENTS ET CHARGES SOCIALES	1 863 508	1 836 978
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS	19 673	19 545
DOTATIONS AUX PROVISIONS	192 187	240 167
AUTRES CHARGES	9 344	14 883
TOTAL II	2 749 224	2 807 220
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 53 819	- 7 123
PRODUITS FINANCIERS		
AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	10 329	5 921
TOTAL III	10 329	5 921
CHARGES FINANCIÈRES		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS		1 786
TOTAL IV	-	1 786
2. RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	10 329	4 135
3. RÉSULTAT COURANT (I-II+III-IV)	- 43 489	- 2 988
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
SUR OPÉRATIONS DE GESTION		628
TOTAL V	-	628
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
SUR OPÉRATIONS DE GESTION	72	24
TOTAL VI	72	24
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	- 72	604
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 705 735	2 806 646
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	2 749 296	2 809 030
EXCÉDENT OU DÉFICIT	- 43 561	- 2 384

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
871 PRESTATIONS EN NATURE	203 942
875 PERSONNEL BÉNÉVOLE	72 342
TOTAL	276 284
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	
861 MISE A DISPOSITION DE BIENS	203 942
864 PERSONNEL BÉNÉVOLE	72 342
TOTAL	276 284

HL

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31-08-2025

Le total du bilan est de 1 017 431.96 € et il ressort du compte résultat un déficit de 43 561.44 €.

DISPOSITIONS GENERALES :

Objet social : Association d'Education Populaire, La CLEF se donne pour mission d'être un lieu d'expérimentation et d'innovation sociale et culturelle, en étant à l'écoute de la population et en participant au développement local.

Nature et périmètres des activités : Activités éducatives, culturelles, sportives, récréatives, de formation...

Moyens mis en œuvre : L'Association gère un espace d'accueil, des activités, des publications, des tâches d'intérêt général... L'Association assure la gestion et le contrôle de son patrimoine, des biens qui lui sont confiés et de l'ensemble de son activité. Elle emploie du personnel et s'engage à respecter les législations en vigueur.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

HYPOTHESE DE BASE :

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables du Plan Comptable Général ainsi qu'au règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 en vigueur depuis le 1er janvier 2020.

L'application de ce règlement a modifié la présentation formelle des comptes et a nécessité la comptabilisation des contributions volontaires en nature. En revanche cela n'a pas conduit à enregistrer des modifications dans nos comptes annuels.

Les comptes annuels ont donc été établis selon des principes, règles et méthodes comptables comparables à ceux des exercices antérieurs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Prestation en nature :

- Mise à disposition gracieuse par la Ville de Saint-Germain-en-Laye d'un local – sis au 46, rue de Mareil – d'une superficie de 2 270 m2 pour une valeur estimée à 203 942 € (eau et chauffage compris).
- Une convention spécifique signée le 23 Mars 2004 (renouvelée le 29/01/2016) définit les conditions de cette mise à disposition.

Bénévolat :

Chaque année, nous estimons le nombre d'heures dédiées par les bénévoles à la mise en œuvre du projet (événements, activités, commissions et temps associatifs divers...). Nous valorisons ce nombre d'heures au SMIC horaire.

COMPARABILITE D'UN EXERCICE A L'AUTRE :

Les subventions de nos partenaires sont, à compter de cet exercice, comptabilisées à la date de la commission d'attribution pour leur montant total qui couvre généralement l'année civile. La quote part se rattachant à l'exercice suivant est inscrite en produits constatés d'avance.

Préalablement seules les subventions restantes dues (non encore encaissées) à la clôture de l'exercice étaient comptabilisées en « produits à recevoir ».

L'impact de ce changement de méthode comptable n'a aucune incidence sur le résultat mais sur la présentation bilantielle. Dorénavant les subventions non encaissées, quelque soit l'exercice de rattachement (N ou N+1), apparaissent dans le poste « Autres créances » au lieu et place de « Produits à recevoir ».

ACTIF

IMMOBILISATIONS

La valeur brute au 31 août 2025 est de 787 340.81 € (801 574 € en 2023-2024)

La valeur nette au 31 août 2025 est de 69 064.69 € (55 837.21 € en 2023-2024)

La durée de nos amortissements est de 3, 5 ou 10 ans, en fonction du matériel acheté et de son utilisation.

ACQUISITIONS

- **Matériel Informatique :**

- Qualitude – Pc Portable : 1 900€, le 04/09/2024
- Orange – téléphone : 9 908.32€, le 21/06/2024
- Qualitude – Pc Portable : 1 647.48€, le 04/10/2024
- Qualitude – Pc Portable: 808€, le 04/10/2024
- Qualitude – Pc Portable: 1 144€, le 29/11/2024
- Qualitude – Pc Portable: 4 770€, le 30/06/2025
- Qualitude – Pc Portable: 1 660€, le 30/06/2025
- Qualitude – Pc Portable: 2 385€, le 30/06/2025
- Supersoniks – terminaux billetterie : 1 340€, le 15/07/2025

- **Matériels Educatif :**

- Thomann – Pédale line 6 : 537.50€, le 14/11/2024

PRETS :

- Participation des employeurs à l'effort à la construction : 34 892.03 €

ACTIF CIRCULANT

- **Créances adhérents**

Les pré-inscriptions des adhérents, pour la saison 2025-2026, souscrites le 31-08-2025 au plus tard, seront comptabilisées en chiffre d'affaires sur l'exercice correspondant à la saison, en conséquence seuls les paiements des adhérents réalisés lors de leurs pré-inscriptions ressortent en « Autres dettes » au Passif.

- **Produits à recevoir**

- Retour de taxe parafiscale CNM – droit de tirage

- **Charges constatées d'avance**

Factures engagées pendant l'été sur la saison à venir (plaquette d'activités de la saison à venir, assurance, contrats de maintenance, cessions de spectacles).

PASSIF

Fonds Propres

- **Subventions d'investissements**

La subvention allouée en 2017 par la Région et le CNM pour l'achat de matériel son et lumière, est dorénavant totalement amortie. Le crowdfunding (participation de nos adhérents et partenaires) pour la construction de la terrasse, est toujours en cours d'amortissement, et ce jusqu'en 2028.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature des provisions	Provisions 01.09.2024	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	Provisions 31.08.2025
Provisions pour indemnités de départ à la retraite (IDR)	140 166.52	0	17 979,52	122 187
Autres provisions pour risques et charges	100 000	0	30 000	70 000
	240 166.52	0	47 979,52	192 187

La variation des provisions de l'exercice, ci-dessus, fait ressortir une reprise nette 47 979,52€.

Les autres provisions sont notamment constituées pour litiges en cours. En liaison avec les avocats de l'association, une appréciation des risques est effectuée à la clôture de chaque exercice. C'est sur la base de cette approche que les provisions pour risques et charges sont constituées.

La reprise des 30 000€ correspond à l'aboutissement d'une phase de la procédure.

Dettes

- **Dettes fiscales et sociales**

- Congés à payer (nombre de jours de congés payés acquis au 31 août)
- Charges sociales à payer sur les salaires de juillet et août

- **Autres dettes**

Paiements des adhésions et activités de la saison 2024-2025 souscrites le 31/08/2025 au plus tard.

Produits constatés d'avance

- SACEM, Aides à L'Emploi (Fonjep), subventions DRAC, Région, Département et CNM

Répartition des subventions obtenues en 2025¹

Ville de Saint-Germain-en-Laye	Fonctionnement Aide exceptionnelle – 40 ans	560 000€ 30 000€
DRAC Île-de-France (Min. Culture) - Label Scène de Musiques Actuelles - Mieux Produire Mieux Diffuser	Projet Culturel et Artistique (Diffusion, Résidences, Accompagnement, Création, Actions Culturelles, Formation)	179 000€ 20 000 €
Région Île-de-France - Permanence Artistique et Culturelle	Projet Culturel et Artistique (Diffusion, Résidences, Accompagnement, Création, Actions Culturelles, Formation)	100 000 €
Conseil Départemental des Yvelines - Aide en faveur des structures disposant d'un équipement à rayonnement territorial	Projet Culturel et Artistique (Accompagnement, Enseignement, Formation, Actions Culturelles)	0 €
Sacem - Aide aux salles et lieux de diffusion - Fabrique à musique	Projet Culturel et Artistique (Diffusion, Résidences, Accompagnement, Création, Actions Culturelles, Formation)	7 000 € 2 500 €
CNM (Centre National de la Musique) - Activité des salles de spectacles	Projet Culturel et Artistique (Diffusion, Résidences)	42 700 €
FONJEP (via DDCS 78 – Direction départementale de la cohésion sociale)	Fonctionnement (Aide sur poste Directeur) Activités (Aide sur poste Chargée Projet Educatif)	7 107 € 7 107 €

¹ Ce tableau représente les subventions obtenues sur une année civile, ce qui correspond le plus souvent au fonctionnement de nos partenaires. Les subventions sont ensuite proratisées pour les adapter à notre exercice en saison.